

## "Potsdam" dans The Manchester Guardian (3 août 1945)

**Légende:** Le 3 août 1945, le quotidien britannique The Manchester Guardian dresse un bilan critique des résultats de la Conférence de Potsdam.

**Source:** The Manchester Guardian. 03.08.1945. Manchester: Manchester Guardian. "Potsdam".

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/potsdam\\_dans\\_the\\_manchester\\_guardian\\_3\\_aout\\_1945-fr-6016388b-cbb6-45ec-9ec8-7970a3db31df.html](http://www.cvce.eu/obj/potsdam_dans_the_manchester_guardian_3_aout_1945-fr-6016388b-cbb6-45ec-9ec8-7970a3db31df.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016



## Potsdam

La déclaration sur les Accords de Potsdam est un document impressionnant. Deux fois plus longue que la Déclaration de Crimée, elle est dans l'ensemble moins verbeuse. On a le sentiment que cette fois les trois Grands ont été plus attentifs à ne pas faire croire à un arrangement là où il n'y en avait pas, et à ne pas se réfugier dans une phraséologie pompeuse. Un esprit cynique remarquera que le mot «démocratie» est toujours mis à toutes les sauces sans aucune tentative de le définir, mais cela est peut-être inévitable et il serait erroné de penser que ce mot n'est pas utilisé avec sincérité. Il y a toujours des passages d'une ambiguïté sans pareille, comme celui où il est dit que les trois gouvernements «ne doutent pas qu'en raison du changement de conditions résultant de la cessation des hostilités en Europe, des représentants de la presse alliée auront toute liberté de rendre compte à l'opinion mondiale des événements en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Finlande». On aurait aimé un peu plus de conviction. Un autre paragraphe étrange affirme que les Commissions de contrôle alliées en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie seront revues «sur la base de propositions russes», sans aucune indication quant à la nature de ces propositions. On constate aussi de nombreuses omissions flagrantes. Ceux qui attendaient une déclaration sur le Japon seront déçus, mais ils seront peut-être réconfortés par la subtile remarque, introduite presque après coup, que les chefs d'états-majors des trois gouvernements ont discuté de «questions militaires d'intérêt commun».

Mais l'avenir des accords dépend entièrement de la politique qu'ils ébauchent pour l'Allemagne. Disons d'emblée que, telle qu'elle est exprimée dans le texte, cette politique est plus raisonnable, plus libérale et plus humaine que ce que l'on pouvait attendre. Il y aura enfin «une politique alliée coordonnée» dotée d'un Conseil allié central. L'Allemagne ne sera ni divisée, ni détruite, ni réduite au niveau d'un État paysan. Elle doit être punie. De fait, elle est déjà punie, car «le chaos et la misère sont inévitables». Mais elle doit aussi recevoir la possibilité de se reconstruire et de revenir à une vie décente et démocratique. Le militarisme et le nazisme doivent être entièrement détruits (même les clubs et les associations qui «servent à entretenir la tradition militaire en Allemagne» doivent être dissous), mais tous les partis démocratiques seront «autorisés et encouragés dans toute l'Allemagne»; l'auto-administration locale doit être rétablie à travers des conseils élus; les syndicats libres doivent être autorisés, et il faudra instaurer la liberté de parole, de presse et de religion. De plus, le peuple allemand doit pouvoir participer immédiatement au gouvernement au niveau des régions, des provinces et de l'État. Pour le moment, il n'y aura pas de gouvernement central allemand, bien que cela soit envisagé par la suite, mais certains services centraux allemands essentiels fonctionneront sous la tutelle du Conseil allié central, par exemple dans les domaines des finances, des transports, des communications, du commerce extérieur et de l'industrie. Cela est sage car seule une administration centrale peut espérer venir à bout de la famine en Allemagne cet hiver. Demeurent évidemment quelques «si» et quelques «mais». La sécurité militaire doit être maintenue et l'on peut constater un faible pour l'expression mystique «par la suite». Mais dans l'ensemble et sous réserve que les clauses économiques en ouvrent la possibilité (ce qui est moins certain), la déclaration sur les Accords offre au peuple allemand une chance de salut équitable.

Après la section concernant l'Allemagne, le point le plus important de la Déclaration est la «décision de créer à Londres un Conseil des ministres des Affaires étrangères des cinq Grandes Puissances». On ne peut que se féliciter que la France soit enfin admise dans le cercle magique, et davantage encore que nous disposions désormais d'un mécanisme permanent pour remplacer les rencontres occasionnelles des trois Grands. Par ailleurs, les «États intéressés» seront également invités selon les nécessités. On ne peut cependant qu'espérer que le nouveau Conseil, qui absorbera l'ancienne Commission européenne, n'absorbera pas simultanément l'incapacité notoire de celle-ci à trancher sur quoi que ce soit. Le Conseil, qui se réunira en septembre, aura pour devoir de préparer la Conférence de la Paix et sa première tâche consistera à préparer les traités de paix avec les pays vaincus. À cet égard, l'Italie devra être prioritaire en récompense des services rendus à la cause alliée et en reconnaissance de sa jeune démocratie. Mais cela ne sauvera vraisemblablement pas ses anciennes colonies, dont le sort sera aussi discuté lors de la rencontre de septembre. Lorsque des traités de paix auront été signés avec les pays ennemis, ces derniers pourront devenir membres des Nations unies, de même que les États neutres — à une exception près. Le régime du général Franco, en Espagne, «ne possède pas, en raison de son origine, de sa nature et de son association récente et étroite avec les États agresseurs, les qualifications nécessaires pour justifier une telle adhésion». On ne retrouve pas la même unanimité éclatante lorsqu'il est question de certains autres pays européens —

notamment l'Autriche et la Pologne. Il faut reconnaître qu'hormis les sections sur l'Allemagne la déclaration contient peu de choses permettant d'espérer que les trois Grands ont déjà convenu d'une politique commune pour l'Europe.